

Un autre rôle pour les régions

Vendredi 02 avril 2004

Le raz de marée de la gauche signifierait le désir des électeurs de traiter le social en local.

Par Etienne Wasmer titulaire de la chaire d'économie du travail à l'Université du Québec à Montréal (Uqam).

Le résultat du second tour des régionales est spectaculaire. Les commentateurs politiques ne vont pas manquer de nous fournir des raisons profondes à ce raz de marée de la gauche qu'aucun d'eux pas plus que les sondeurs n'avait vu venir avec cette ampleur. On entend déjà les argumentaires qui vont influencer les états-majors des partis : les Français font payer les tentatives de réforme du gouvernement Raffarin, au premier plan celle des retraites ; ils lui font payer les délocalisations, les licenciements collectifs ; ils lui en veulent de la dureté et du manque de social de sa politique, etc. Ces raisons ont toutes en commun qu'elles ont tendance à prendre les électeurs pour moins intelligents qu'ils ne le sont. Car la réforme des retraites était nécessaire et la grande majorité des Français le savait ; le gouvernement ne peut pas jouer les pompiers sociaux à chaque dépôt de bilan d'une entreprise de plus de 100 personnes, qui de toute façon ne représentent qu'une petite fraction des licenciements annuels ; la mondialisation et les délocalisations ne peuvent pas être contrées frontalement par un gouvernement ; et, plus subtilement, le temps des grandes politiques sociales est peut-être paradoxalement révolu.

Essayons-nous plutôt à une interprétation sans doute un peu forcée mais nouvelle du résultat du scrutin. Se pourrait-il que les électeurs souhaitent que les politiques sociales soient déterminées au niveau local et non pas national, dans le monde complexe, changeant et divers dans lequel on vit ? Dans le domaine de la pauvreté et de la précarité, l'efficacité de grandes politiques nationales est forcément limitée dès lors qu'elle touche des publics aussi divers que : le RMiste de 28 ans de Paca qui a quitté sa région d'origine pour un climat plus favorable ; le licencié de 55 ans d'une entreprise textile du nord de la France qui n'a plus guère de débouchés ; la femme en banlieue parisienne, seule avec deux enfants, travaillant à temps partiel et vivant à 1 h 45, en RER, de son lieu de travail ; le pêcheur de l'ouest de la France dont l'activité doit s'adapter à la nouvelle politique européenne de quotas ; le jeune Lorrain ou Alsacien issu de l'immigration qui, malgré un baccalauréat professionnel, se trouve privé de stages puis d'embauche ; l'agriculteur corse qui tente de rendre profitable une agriculture montagnarde dans un monde où les rendements agricoles et l'élargissement de l'Union européenne rendent cet espoir quasiment vain ; le travailleur saisonnier ou au noir du Languedoc-Roussillon qui n'a pas d'assurance sociale et n'aura pas de retraite?

Le gouvernement, en s'essayant à un changement de cap "social" comme il l'annonce, n'aura que très peu de chances d'être convaincant après les baisses d'impôt sur le revenu favorisant les tranches les plus aisées. Plus grave dans le contexte du Pacte de stabilité déjà bafoué, ce gouvernement ne va-t-il pas utiliser les faibles marges de manoeuvre dont il dispose dans des puits sans fond ? Car une politique sociale nationale se heurte toujours à un principe d'incertitude à la Heisenberg : il est

difficile d'aider et de redistribuer au plan national, depuis la rue de Grenelle, sans introduire des distorsions et des désincitations, ce d'autant plus que le pourvoyeur de fonds est lointain, assimilé à une administration rigide et technocratique. Corollaire : toute tentative de lutter contre des abus ou des détournements d'objectif de ces aides est immédiatement dénoncée comme illégitime, d'autant que chaque dépense de redistribution détournée est payée par tous les contribuables ou tous les assurés sociaux donc diluée sur des dizaines de millions de personnes, en apparence indolore mais au total extraordinairement coûteuse pour la société. Lorsque, au contraire, on tente de décentraliser non seulement l'application, mais surtout la conception du "social", on a plus de chances de saisir les situations locales aussi diverses que celles décrites ci-dessus, de prendre en compte les problèmes d'aléa moral (est-on sûr qu'on aide les bonnes personnes, qu'on ne décourage pas l'effort des méritants, qu'on touche les bonnes cibles, à savoir ceux qui souvent ne connaissent pas leurs droits ?). Bien sûr, rien n'est simple. Les inégalités entre régions impliquent que les péréquations et les transferts de l'Etat doivent perdurer, mais pourquoi ne pas laisser les régions pleinement décider si elles veulent plus de social, plus d'éducation ou de meilleurs transports dans un débat démocratique plus transparent ? On objectera le risque d'une certaine compétition sociale, mais les moins qualifiés sont aussi souvent les moins mobiles, dans un pays où les migrations régionales sont sans commune mesure avec les grands flux des années 1960 et 70. Il y a, de plus, des avantages non négligeables à la régionalisation : les différences de politique entre régions permettent l'expérimentation, l'innovation et surtout l'évaluation scientifique. C'est ainsi qu'aux Etats-Unis, certains programmes sociaux tels que les MTO (moving to

opportunity) implantés localement sont l'objet d'études de qualité alors qu'on n'a toujours pas d'estimation fiable du gain en emploi de l'expérience nationale des 35 h, le débat se limitant souvent à des prises de position idéologiques de part et d'autre, et ce en raison de la difficulté de savoir ce qui se serait passé si les 35 h n'avaient pas été mises en place.

Admettons donc, avec un certain optimisme, que le corps électoral ait eu depuis de nombreuses années cette lucidité qui lui aurait fait voir que le social est du ressort des régions. Il en a peut-être tiré comme conséquence qu'il faut que les régions soient gouvernées à gauche pour amortir les chocs économiques. Si on pousse cette logique à son terme, il en a peut-être également conclu qu'il était inutilement coûteux pour le pays de reconduire en 2002 et pour cinq ans un Premier ministre socialiste qui, malgré toute l'estime qu'on peut lui porter à titre personnel, s'est surtout illustré par une campagne techno et un programme jacobin, insistant sur des acquis tels la CMU (couverture maladie universelle), réforme effectivement très importante mais que certaines classes populaires ont violemment contestée dans les urnes car elles y ont vu une prime à l'oisiveté tout en subissant la congestion induite dans les cabinets médicaux des quartiers ouvriers. Si cette grille de lecture des événements a du sens, le vote du 28 mars va, de toute façon, se heurter à une double difficulté proprement française. Le budget des régions est notoirement insuffisant pour mener une politique redistributive et les régions ne peuvent que mener deux types de politiques économiques. D'une part, des politiques microlocales d'aide aux entreprises, les lançant ainsi dans une compétition inefficace dont on voit épisodiquement les conséquences dans le paysage médiatique quand on découvre qu'il

existe des "patrons-voyous" qui empochent des millions pour reprendre une activité qu'ils abandonnent un peu plus tard. Et, d'autre part, des politiques de développement de la recherche qui se substituent à l'échelon national sans en avoir aucunement l'expertise, ni pour l'attribution des budgets, ni pour le suivi de ces politiques. A côté des régions, les départements ont des budgets sociaux considérables, mais n'en contrôlent qu'imparfaitement l'exécution et aucunement ni la conception ni le financement. De fait, il serait peu vraisemblable que les 95 départements français disposent de suffisamment de juristes, d'économistes et de statisticiens pour concevoir et piloter une politique sociale. En revanche, 22 régions devraient pouvoir réunir ces compétences tout en restant suffisamment proches du terrain.

Si le gouvernement doit tirer une leçon du scrutin, au-delà de la conjoncture économique morose, c'est peut-être qu'on ne fait plus du social comme en Mai 68 en augmentant le Smic national de 30 %, et qu'il faut poursuivre résolument la décentralisation, quitte à démanteler certaines administrations centrales jalouses de leurs prérogatives et lutter contre leurs soutiens politiques. La défaite, dans une région "imprenable", de François Fillon, ministre des Affaires sociales qui n'a pas démérité, pourrait en être un symbole.